



MASTER

MENTION

Droit Public

PARCOURS-TYPE

Droit Public des Affaires



ÉCOLE de DROIT de TOULOUSE

Code RNCP : 38166	120 crédits - 4 semestres	Master en Droit : en savoir + 
RESPONSABLES PÉDAGOGIQUES :		
Mention : Sébastien SAUNIER, Professeur des Universités	Parcours-type : Lucie SOURZAT, Maître de conférences Jean-François GIACUZZO, Professeur des Universités	
☒ Formation initiale ☒ Formation continue ☐ Formation ouverte à distance ☐ Formation en alternance		

PRÉSENTATION

Ce master répond aux exigences nouvelles nées d'un contexte marqué par une transformation profonde de l'environnement juridique et institutionnel des entreprises. Ce contexte a fait naître, en quelques années, une sensibilité nouvelle aux questions réglementaires et de droit public, notamment de la part des entreprises. Il a créé un environnement particulièrement favorable à l'enseignement d'une nouvelle discipline juridique impliquant une bonne maîtrise du droit public et du droit privé, du droit et de l'économie, du droit et de la finance d'entreprise : le Droit public des affaires. Le parcours se décline en 4 semestres permettant à partir du semestre 1 qui offre un socle commun de connaissances à la Mention Droit public, une spécialisation progressive.

Les semestres 1 et 2 offrent une formation approfondie dans les grands domaines du droit public.

Les semestres 3 et 4 forment des juristes spécialisés dans la connaissance et la pratique des différentes règles du droit public applicables aux entreprises et de manière plus générale, à la vie des affaires. Ils couvrent une diversité de régimes juridiques, depuis le droit des aides d'Etat jusqu'aux contentieux publics (juridictionnels, professionnels ou sectoriels, arbitraux), en passant par le droit des marchés publics et des contrats de concession, le droit de la propriété publique, l'analyse de montages contractuels de financement externe.

Ils intègrent des préoccupations juridiques ou réglementaires aussi différentes que la recherche de formes et de niveaux de régulation du marché adaptés, la fiscalité et l'économie financière, l'économie des contrats de concession, les stratégies d'achat public, la logique de procédures de mise en concurrence, les relations contentieuses ou non contentieuses des entreprises avec les institutions publiques, les ressorts de la réglementation applicable à de nombreux secteurs (banque, bourse, assurance, pharmacie, distribution, énergie, transport), les procédures européennes ou internationales de notification de concentration et d'aides d'Etat ou de contestation de pratiques de dumping, de subventions croisées ou de tarifs prédateurs.

COMPÉTENCES ET MÉTIERS VISÉS

COMPÉTENCES :

- Repérer dans un texte juridique les concepts précis du droit interne et savoir les comparer et qualifier une situation factuelle ;
- Proposer un conseil juridique en estimant les risques liés à un éventuel contentieux ;
- Utiliser les grandes branches du droit public dans un même dossier complexe ;
- Proposer une stratégie contentieuse ou une stratégie d'action en donnant les éléments d'analyse juridiques propres à aider le décideur ayant d'autres contraintes ;
- Assurer une veille réglementaire et maintenir à jour leurs connaissances par des capacités de recherche approfondies.

MÉTIERS VISÉS :

Ce master entend répondre aux besoins de l'industrie, nationale ou locale, comme à ceux des administrations, y compris les organes sectoriels de régulation et les autorités de marché. Il vise notamment la formation de « compliance officers » dans les entreprises, de plus en plus attentives au respect des règles qui forment leur environnement juridique, mais également de chercheurs, attirés par de nombreux champs de recherches, très nouveaux et très utiles.

Le programme des enseignements vise à donner une formation complète et pratique, aux étudiants qui souhaitent acquérir une véritable compétence dans ce domaine prometteur du droit. Le recul de plus de dix promotions de diplômé(e) confirme que cette formation intéresse, au-delà des entreprises elles-mêmes et des milieux d'affaires dans lesquels nos diplômés trouvent naturellement leur place, de nombreux autres secteurs industriels, leurs instances de régulation nationales, les organisations internationales compétentes, les professions du chiffre, du conseil, de la magistrature, les banques et les monteurs d'affaires, les cabinets d'avocats ou de consultance nationaux et internationaux.

CANDIDATURE EN PREMIÈRE ANNÉE DE MASTER

Le dépôt des candidatures s'effectue sur la plateforme nationale *Mon Master* : <https://www.monmaster.gouv.fr/>

CANDIDATURE EN SECONDE ANNÉE DE MASTER

Accès de plein droit : étudiant ayant validé le master 1 même mention même parcours-type à l'Ecole de droit de Toulouse

Accès par commission d'admission : Dans tous les autres cas (réorientation de mention et/ou de parcours, changement d'établissement), sur avis de la commission pédagogique. Dossier de candidature à transmettre : <https://www.ut-capitole.fr/accueil/formations/candidater-et-sinscrire/admissions/>

CONTACTS

UNIVERSITÉ TOULOUSE CAPITOLE

2 rue du Doyen Gabriel Marty
31042 Toulouse Cedex 9
Tél. : 05 61 63 35 00

ÉTUDIANTS EN SITUATION DE HANDICAP

Bureaux UT handicap :
Bureaux AR 29 et 31 - bâtiment Arsenal
Courriel : handicap@ut-capitole.fr
Tél. : 05.61.63.35.28 / 05.61.63.37.05 / 05.34.45.61.33

SCOLARITÉ : POLE MASTER DROIT ET SCIENCE POLITIQUE

Première année de master :
Bureau : AR 127 (Bâtiment Arsenal)
Courriel : pmd01@ut-capitole.fr
Tél. : 05 61 63 38 12
Seconde année de master :
Bureau : AR 137 bis (Bâtiment Arsenal)
Courriel : pmd06@ut-capitole.fr
Tél. : 05 61 63 39 42

ORIENTATION - INSERTION - STAGES

SOIP - SERVICE D'ORIENTATION ET D'INSERTION PROFESSIONNELLE
Palier 1^{er} étage -Bâtiment Arsenal
Courriel : soip@ut-capitole.fr
Tél. : 05 61 63 37 28



PROGRAMME PEDAGOGIQUE

SEMESTRE 1 – 225h CM + 40h30 TD	SEMESTRE 2 – 186h CM + 40h30 TD
UE Fondamentaux 1 : 2 matières renforcées au choix – 33h CM + 13h30 TD par matière : - Contentieux Constitutionnel - Droit de l'Urbanisme - Droit des collectivités territoriales - Droit public de l'environnement 1 matière non renforcée au choix (non choisie en matière renforcée) – 33h CM : - Contentieux Constitutionnel - Droit de l'Urbanisme - Droit des collectivités territoriales - Droit public de l'environnement UE Spécialisation 1 : 4 options au choix* : - Protection sociale – 33h CM - Droit public comparé – 30h CM - Droit des finances publiques approfondi – 30h CM - Théorie du droit – 30h CM - Droit de la responsabilité administrative – 30h CM - Droit et politique de la santé publique – 30h CM - Droit public du numérique – 33h CM UE Langue 1 : 1 choix valable pour les 2 semestres : - Anglais, Espagnol, Allemand ou Italien – 13h30 TD	UE Fondamentaux 2 : 2 matières renforcées – 33h CM + 13h30 TD par matière : - Droit public de l'économie - Droit de la commande publique UE Spécialisation 2 : 4 options au choix* : - Droit de la culture – 30h CM - Droit de la fonction publique et des ressources humaines – 30h CM - Science Administrative – 30h CM - Droit des services publics – 33h CM - Droit de l'aménagement du territoire * – 30h CM - Droit européen de la concurrence – 30h CM - Droit des procédures fiscales – 30h CM - Méthode de concours de la fonction publique – 10h CM + 13h30 TD UE Langue 2 : Même langue que celle choisie au S1 : - Anglais, Espagnol, Allemand ou Italien – 13h30 TD

*Matière dispensée en partie en distanciel asynchrone (dispositif innovation pédagogique)

SEMESTRE 3 – 180h CM	SEMESTRE 4 – 70h CM
UE 1 Droit public du marché – 114h CM - Droit et économie de la concurrence – 15h CM - Droit des industries culturelles – 15h CM - Droit et économie de la régulation – 15h CM - Droit et économie du marché (approche européenne) – 15h CM - Droit et économie des investissements étrangers – 15h CM - Droit et conformité – 39h CM UE 2 Droit des marchés publics – 66h CM - Droit et pratiques des contrats et marchés publics – 12h - Droits et pratiques des procédures d'appel d'offre nationales et internationales – 9h - Droits et pratiques des infractions commises par les personnes et les décideurs publics – 15h - Droits et pratiques des marchés complexes et des partenariats publics-privés – 15h - Droits et pratiques des contentieux contractuels publics – 15h	UE 3 Séminaires communs – 70h CM - Montages d'affaires – 15h CM - Stratégies de l'achat public – 19h CM - Clinique juridique /Law projects – 21h CM - Mission du juriste en droit public des affaires – 15h CM UE 4 Voie professionnelle ou recherche (1 voie au choix) : ▪ Voie professionnelle : Stage professionnalisant de 2 mois minimum à 4 mois maximum. ▪ Voie professionnelle : DU Spécialisation en contentieux administratif ▪ Voie recherche : Mémoire de recherche.